

Un jour, peut-être...

Pierre Frackowiak

Dans « Le Café pédagogique » du 30/09/2026, **Jean-Paul Delahaye**, ancien DGESCO que je cite souvent dans mes tribunes et contributions, présente son dernier livre : « Frapper les pauvres » (Éditions de la Librairie du Labyrinthe. Août 2025). Interrogé par **Djéhanne Gani**, il situe son roman, une fiction qui évoque des réalités criantes, dans le contexte de l'actualité des combats des lycéens aujourd'hui. Un passage de cet entretien m'a particulièrement interpellé :

*« C'est une colère qui monte que j'ai voulu raconter à travers le récit d'une lutte sociale résolument pacifique conduite par des jeunes eux-mêmes et leurs enseignants, sur fond d'injustices vécues dans leur vie personnelle et dans leur scolarité. **Il est ici imaginé qu'un jour, peut-être, on comprendra qu'il faut dépasser les actions de saluts individuels proposées par une société qui utilise les actions compassionnelles et philanthropiques pour mieux rester inégalitaire, « l'excellence » pour quelques « exceptions » servant d'alibis pour surtout ne rien changer de fondamental dans notre école.** »*

Ceux des lecteurs du site de **Philippe Meirieu** (dans la rubrique Forum), qui ont eu la patience de me lire, n'en seront pas étonnés, c'est la fin de cet extrait, « Ne rien changer de fondamental dans notre école », qui relance ma réflexion de praticien-chercheur et de militant (instituteur une dizaine d'années, inspecteur durant 30 ans).

« Un jour, peut-être, on comprendra qu'il faut dépasser... » . Le « peut-être » est très significatif.

Jean-Paul Delahaye conclut son roman par ces mots, page 220 :

« Est-ce que ça veut dire qu'on n'a pas encore frappé les pauvres ?

« Ça veut dire en tout cas que ce n'est pas encore pour cette fois. Mais on ne baissera pas les bras. Le malheur finira bien par succomber ». Lisant ces derniers mots à haute voix, avec l'émotion provoquée par ce beau roman qu'il faut lire et faire lire, j'y ajoutai naturellement, tout simplement, « peut-être », ce que l'auteur aurait pu faire. Sans doute l'a-t-il pensé, mais, malgré ses doutes et ses déceptions, je le connais un peu, il reste un optimiste et il ne baisse pas les bras. Il a peut-être raison. Peut-être !

Moi, je crois qu'aujourd'hui, la refondation pourtant plus que nécessaire, est impossible. D'ailleurs, personne ne la demande. J'ai peut-être tort. Peut-être !

Ce texte du 30/09 appelait des précisions et des explications. Alors que depuis, les lycéens expriment un malaise beaucoup plus profond que les revendications qu'ils affichent, les voici, le 7/10/2026. Pierre Frackowiak

La refondation de l'ensemble du système éducatif est impossible.

Le triomphe du quantitatif

Je salue et je comprends les combats qui sont menés par les lycéens pour leurs conditions de travail aujourd'hui, même s'il est évident qu'ils sont manipulés dans la perspective des élections présidentielles. On sait bien qu'en quelques mois, avec un énorme déficit qui ne cesse de croître, un gouvernement quel qu'il soit ne peut guère s'engager à satisfaire toutes les revendications catégorielles, alors qu'il partage la responsabilité de la situation avec tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1968 / 1969, cette période historique de rupture qui a remis en cause les fondements mêmes de l'école. Jusqu'alors notre école a vécu une longue période de somnolence au cours de laquelle le conservatisme n'était quasiment jamais mis en cause, hors des mouvements pédagogiques (hommage à Célestin Freinet!), de Jean Zay (le Front Populaire), du plan Langevin-Wallon (mobilisation dépassant les clivages politiques pour la reconstruction du pays au lendemain de la seconde guerre mondiale). Il me paraît important de rappeler que pour la première fois, l'école avait été remise en cause lors d'une révolte sociale globale, en 1968.

Rappelons-nous **les beaux slogans de 68** : « Nous sommes tous une grande école », « Retrouver le désir d'apprendre », « Apprendre à apprendre », « Ouvrir l'école sur la vie », « Partager les savoirs », avec des paroles ironiques sur l'école du passé, des expressions poétiques sur l'école du futur, un grand moment de réflexion collective.

En fait, les actions des lycéens révèlent un malaise beaucoup plus profond, difficile à expliquer quand on se situe dans un système existant, conservateur, dont les lycéens actuels n'ont pas connu de remise en cause fondamentale.

Aujourd'hui, lycéens, professeurs, parents, « penseurs » des partis politiques, élus de toutes tendances se mobilisent, réagissent, commentent, protestent, revendiquent, s'insurgent, **mais à aucun moment**, même chez les soi-disant progressistes de droite et de gauche, **il n'est question d'un véritable projet éducatif global inscrit dans un projet de société**. On pense donc, en général, en accord avec l'opinion publique, qu'avec plus de professeurs, moins d'élèves, plus de crédits, plus de personnels péri éducatifs (surveillants, médecins, infirmières, psychologues, rééducateurs, animateurs, etc) les résultats scolaires seraient incontestablement meilleurs. Élèves, enseignants et parents nageraient dans le bonheur. Ainsi, on pourrait légitimement exiger encore plus, toujours plus... mais pour quoi faire? Personne ne pose la question. **C'est donc, à l'évidence, pour faire toujours « de la même chose »**. La classe, le cours, les programmes, les devoirs à la maison, les évaluations par discipline scolaire, « tout pareil ». Certes, avec moins d'élèves, on peut individualiser davantage les explications magistrales, on peut être plus attentif aux besoins et problèmes de chacun, on peut mieux comprendre qu'ils ne comprennent pas et cesser de leur dire « pourtant, je t'explique », on peut – peut-être – éviter de culpabiliser les parents, de se déresponsabiliser soi-même. Certes, en triant mieux les élèves, en confiant les élèves en difficulté à d'autres structures ou personnels, on peut tendre vers une homogénéité apparente, gommer les écarts sociaux et faciliter la tâche des professeurs. Certes, en ignorant les problèmes comportementaux hors de l'école, on peut faire de l'école un sanctuaire, sans se préoccuper des comportements sociaux, de la vie en société.

Il faut avoir le courage et l'honnêteté de contester, de dire que l'on ne résoudra pas les problèmes en améliorant le présent. On continuera à dépenser des milliards, toujours plus, sans résultats probants, ni pour les élèves et leurs parents, ni pour la société dans son ensemble. Car il ne s'agit pas que des individus, il s'agit de la société toute entière à la fois concernée par les dépenses et par le climat de nos villes et villages, le respect de l'autre, la solidarité, la citoyenneté, le vivre ensemble.

Prétendre qu'il suffit de moyens, est facile et électoraliste, mais la victoire du quantitatif sera l'échec définitif de la construction avancée de l'école du 21ème siècle, tentée de 1968/69 à 2002, période de mouvement, de réflexion, de recherche, initiée par des ministres de droite (oubliés ou méprisés par leurs collègues de droite aujourd'hui) jusqu'en 1981, puis par des ministres de droite et de gauche en alternance, jusqu'en 2002, année marquée par le retour d'un balancier dont le pivot n'a pas avancé, inscrivant toutes les mesures nouvelles dans un conservatisme mortifère pour le système. Ce sera l'échec définitif de la loi de 1989, de l'élève au centre du système, de l'évaluation par les compétences, des cycles pour la continuité pédagogique, de la maîtrise de la langue plutôt que la juxtaposition étanche des disciplines et des sous-disciplines (orthographe, grammaire, vocabulaire, conjugaison), les contrats éducatifs locaux associant tous les partenaires potentiels de l'école, etc. Échec du progrès. Comme le disait le malicieux Edgar Faure : « **Le conservatisme es en marche et on ne sait pas comment l'arrêter** »

Alors, on ne peut pas accuser ni les lycéens, ni les professeurs, ni les parents, ni les élus du peuple.

Les lycéens ne se voient que dans la réalité du court terme, de leurs conditions d'enseignement, des obstacles à la démocratisation du système, de la difficulté des examens, contrôles de la rétention et de la restitution de connaissances scolaires dont ils ne perçoivent pas le sens en décalage avec les savoirs sociaux et la vie d'aujourd'hui et dont on sait qu'on en oubliera 80 % dans la vraie vie. Le chauffage et la climatisation, les horaires, le manque de respect parfois, la notation, la lourdeur des effectifs des classes, l'interdiction ridicule des téléphones/ordinateurs... L'avenir de l'école et de la société ne les mobilise pas pour l'heure.

Les parents ne voient pas les raisons de réfléchir à la prospective, c'est-à-dire les autres, demain et après-demain. Parents plus que citoyens, ils voient leurs enfants d'abord, et c'est normal, et ne peuvent pas admettre qu'il faudrait changer l'école qu'ils ont connue, même quand ils en ont été victimes. Ils veulent la même école en espérant que leurs enfants réussiront mieux qu'eux, ou au moins aussi bien pour les nantis.

Les professeurs font leur travail en conscience, comme ceux qu'ils ont connus au cours de leur scolarité, ils reproduisent les mêmes schémas pédagogiques en essayant de les améliorer, conscients que les enfants d'aujourd'hui savent plus de choses qu'ils n'en savaient quand ils avaient leur âge et que les progrès technologiques ont créé un décalage qui s'accroît de jour en jour avec l'informatique et l'intelligence artificielle, entre l'école et la société, que les élèves s'ennuient et sont moins dociles... Et personne ne les aide à changer fondamentalement, ils ne sont contrôlés très épisodiquement que sur l'application rigoureuse des programmes disciplinaires juxtaposés. Comme me le répètent des professeurs certifiés ou agrégés de mon entourage familial et social ; « moi, j'ai été

formé pour transmettre des savoirs, ceux des disciplines, j'ai un programme, je ne suis ni pion, ni animateur, ni psychologue, ni rééducateur, ni ... Je fais mon travail le mieux possible et c'est de plus en plus dur. Et je suis souvent seul. ». Et si j'ose dire qu'ils pourraient peut-être être prof d'intelligence plutôt que transmetteur de savoirs disciplinaires figés, je prends le risque de grandes colères fondées sur la certitude qu'en transmettant leurs savoirs, ils développent l'intelligence en même temps. Ce qui est complètement faux, mais comment contredire un neveu, une nièce, des amis de ma fille, etc, ou des militants lors d'une conférence ?

Les syndicats sont devenus de plus en plus corporatistes, défendant les intérêts les plus immédiats de leurs adhérents, d'autant qu'ils sont de moins en moins nombreux et qu'il faut les garder. **Les mouvements d'éducation populaire** sont devenus des organismes de services, mobilisés pour conserver les aides de l'État en respectant ses conditions. Ils n'impactent plus la société. On ne voit plus qu'ils s'expriment utilement sur les questions de société. Dans bien des départements, ils assurent très bien les services, mais n'ont aucune influence sur l'opinion publique, ils ne s'expriment guère publiquement, même sur les questions de l'éducation au sens large et sur les questions de laïcité. **Les médias** ne s'intéressent plus à l'école sauf quand il y a des scandales, des accidents, des révoltes, de la casse, du négatif inquiétant. On a bien observé depuis longtemps qu'il n'y a plus de journalistes spécialisés, compétents, en éducation, « Le monde de l'éducation », ce magazine très important pour la société est disparu depuis longtemps et il n'a plus d'équivalent. Quand une rubrique « éducation et société » réapparaît, c'est généralement pour aller dans le sens du vent, de la brise, dans l'opinion publique, donc dans le sens du « retour à », du conservatisme.

Mais alors, où donc est-il possible de penser, qui est responsable d'une situation devenue subitement explosive ?

C'est incontestable que les Français, comme d'autres, sont massivement conservateurs et que ceux qui seraient réellement progressistes, peuvent l'être en tant qu'être social, en tant que citoyen, mais en dehors de leurs intérêts personnels immédiats, ils ne sont pas favorables à des réformes fondamentales qu'ils ont du mal à comprendre. On peut accepter des réformes tant que l'on n'est pas, ni bousculé dans nos actions, ni pénalisé. On peut même toujours demander plus, plus de tout, mais sans que l'on n'augmente nos impôts. Il est vrai qu'il faudrait plutôt « faire payer les riches », sans mesurer la gravité possible des conséquences.

Je pense comme d'autres, que la responsabilité de la situation incombe essentiellement aux pouvoirs politiques, aux partis politiques, aux élus du peuple, qui devraient logiquement, institutionnellement, se mobiliser pour préparer l'avenir de la société, pour au moins les 30 ou 40 années qui viennent, avoir une vision du futur et essayer de la faire partager par les citoyens. Il s'agit de **changer la vie**, pour reprendre le beau titre de François Mitterrand. Et il faut plusieurs générations pour résolument construire **une nouvelle société**, pour reprendre une belle formule de plusieurs grands personnages charismatiques, de droite et de gauche. Et le système éducatif devrait évoluer dans une telle perspective, sans se laisser engluier dans un conservatisme facile, confortable pour les nantis, pénible pour les pauvres effrayés par les réformes de fond. Nous en sommes bien loin hélas. Les partis politiques ne font plus de politique, ils sont des machines à gagner ou à perdre les élections, et sont incapables de transcender les clivages politiques pour s'engager pour l'intérêt général. Les élus, députés et sénateurs,

ne pensent qu'à la prochaine échéance électorale. C'est la loi du court-termisme qui s'impose. Les maires font leur travail, sont à la disposition des citoyens, croulent sous les responsabilités et les sollicitations, réparent les dégâts et les urgences, n'ont guère le temps de faire de la prospective, pressés qu'ils sont de toutes parts. Ils sont de plus en plus nombreux à se présenter « sans étiquette », ce qui est très significatif.

C'est ainsi que certains profitent des drames, des catastrophes, pour démolir les autres, alors qu'ils n'avaient rien prévu non plus, qu'ils n'avaient rien fait quand ils auraient pu faire, qu'ils ont fait de rapides marche-arrière quand la pression conservatrice les a contestés et qui promettent de satisfaire toutes les revendications quantitatives, en ruinant la France demain tout en s'emportant contre le déficit budgétaire aujourd'hui.

Il est évident que le contexte politique actuel ne permet pas de parler intelligemment, sans faire de démagogie, d'un projet éducatif mobilisant enseignants, parents et tous les acteurs de l'éducation et de la culture, avec les élus locaux, comme on avait commencé à le mettre en place, même si l'enthousiasme pour l'idée lancée en 1989 n'était pas largement soutenu, elle était l'objet de diverses résistances, évidemment, conservatrices. Il est vrai qu'elle n'avait pas eu le temps d'être portée dans l'opinion publique. Les réformes progressistes des années 69/70 (avec la droite au pouvoir) et des années 89/90 (avec la gauche) n'ont pas eu le temps de s'inscrire dans la durée. Sans campagne d'information organisée pour l'ensemble de la Nation, sans dialogue avec la population, sans planification des mises en place progressives, sans re-formation des cadres, des inspecteurs, des chefs d'établissement, sans re-formation des formateurs de formateurs, sans la coopération de la totalité des acteurs potentiels de l'éducation conçue comme un projet global à long terme. Comme souvent hélas, on agit dans l'urgence.

Les partis politiques, les candidats aux élections présidentielles n'avaient pas anticipé le mouvement lycéen et l'expression du profond malaise de la jeunesse. Aujourd'hui, ils s'empressent de faire le procès du gouvernement et de tout promettre aux lycéens pour tout de suite, de consacrer des milliards supplémentaires à l'école, mais à aucun moment, pour l'heure, ils ne proposent à tous, même à leurs adversaires, de travailler sur un grand projet éducatif nécessairement inscrit dans un projet de société démocratique nouveau et mobilisateur.

Dans un petit livre qui a eu un succès considérable au point d'être réédité en format de poche, **Philippe Meirieu**, avec ma coopération pour des éclairages de pédagogie pratique, écrivait :

« L'éducation au cœur d'un projet de société ne peut avoir de sens que si l'École s'ouvre sur la société, si la société y joue son rôle et si École et société évoluent dans la même perspective, celle du progrès humain, de l'émancipation, de l'intelligence et du respect. »

C'était dans « L'Éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ? », Philippe Meirieu et Pierre Frackowiak, Editions de l'Aube. 2008.108 pages.

Une question que l'on ferait bien de se poser en cette période de crise !

Pierre Frackowiak
10/07/2026